



DONNER LA PAROLE AUX JEUNES FEMMES ET JEUNES HOMMES DES RÉGIONS DE SÉGOU ET SIKASSO



Le contexte

Au Mali, l'insertion socio-professionnelle et l'emploi sont au centre des préoccupations des jeunes et constituent aujourd'hui des enjeux majeurs pour les décideurs politiques. Ces problématiques sont directement liées aux systèmes d'éducation, de formation et d'apprentissage proposés à la jeunesse ainsi qu'aux opportunités économiques qui lui sont offertes sur le marché du travail.

Au cours des dernières années, l'adéquation entre l'offre et la demande des systèmes de formation et d'insertion professionnelle est devenue critique à l'échelle nationale. L'offre de formation est en effet aujourd'hui faible même dans le secteur agricole, pourvoyeur de 88 % des emplois.

Peu d'études se sont penchées au Mali sur les causes profondes des difficultés liées à l'insertion professionnelle et à l'emploi des jeunes, en particulier en milieu rural. Pour mieux connaître les préoccupations de ces derniers face à ces problématiques, l'idée de s'adresser directement à eux et de leur donner la parole s'est imposée. Grandes régions maliennes de production et d'économie agricole, comptant également d'importants centres urbains, les régions de Ségou et Sikasso, zones d'interventions prioritaires pour la Coopération luxembourgeoise au Mali, ont été ciblées.

C'est dans ce contexte que l'étude « Donner la parole aux jeunes femmes et jeunes hommes dans les régions de Ségou et de Sikasso », réalisée par ICCO Coopération et financée par la Coopération luxembourgeoise, a été lancée en 2020

En donnant la parole aux jeunes femmes et jeunes hommes de Ségou et Sikasso, l'étude cherche non seulement à mieux comprendre leurs préoccupations et aspirations face aux problématiques d'insertion et d'emploi, mais en profite aussi pour connaître leurs perceptions à d'autres problématiques, sociales ou sociétales, directement ou indirectement liées.

Quels sont les objectifs ?

L'étude avait pour objectif principal de mieux connaître et comprendre les préoccupations et les aspirations des jeunes face aux problématiques de l'emploi et de l'entrepreneuriat ainsi que de mieux appréhender les potentialités socio-économiques dans les régions de Ségou et Sikasso.

De manière spécifique, il s'agissait notamment :

- d'établir un profil type des jeunes ;
- d'analyser la perception de la jeunesse par les générations plus âgées et par les jeunes eux-mêmes sur leurs aspirations et perceptions en lien avec les problématiques couvertes par l'étude ;

L'ÉTUDE EN CHIFFRES CLÉS



- 2** régions ciblées
- 53** communes couvertes
- 3233** jeunes de 15-35 ans enquêtés
- 1050** décideurs locaux consultés
- 214** acteurs du secteur privé impliqués
- 848** focus group réalisés
- 6** ateliers consultatifs organisés

C'est ainsi que les jeunes ont pu également s'exprimer sur la participation de la jeunesse aux prises de décision, sur son autonomisation, sur les conditions d'amélioration de la sécurité et la cohésion sociale, sur le changement climatique et sur l'égalité et l'équité du genre. Ces préoccupations, aspirations et perceptions des jeunes sur ces problématiques ont été croisées avec celles d'acteurs régionaux plus âgés, décideurs locaux et acteurs régionaux du secteur privé.

Quelle est l'approche méthodologique ?

L'étude a été conduite selon une approche participative en mettant les jeunes au centre du processus. La méthode de recherche s'est appuyée sur la collecte des données qualitatives et quantitatives dans le but de saisir la variété et la profondeur de leurs aspirations, en réalisant :

- des enquêtes structurées auprès de jeunes hommes et de jeunes femmes ;



Jeunes hommes 15-35 ans



Jeunes femmes 15-35 ans



Jeunes 15-24 ans



Jeunes 25-35 ans

- des enquêtes individuelles structurées auprès des décideurs (élus locaux, responsables des services techniques de l'État, conseillers villageois et responsables des organisations de gestion des services publics) et acteurs du secteur privé ;



Élus locaux



Responsables des services techniques



Leaders des organisations de gestion des services publics



Acteurs du secteur privé

- des focus group auprès d'organisations socio-professionnelles, d'organisations de femmes et d'organisations de jeunes ;



Associations socio-professionnelles, de femmes et de jeunes



- des consultations avec les jeunes.



Leaders communautaires et ruraux

Pour la méthode quantitative, un échantillon de 53 communes sur 265, soit environ 20 % du total, a été retenu. Les enquêtes ont couvert au total 3 233 jeunes de 15-35 ans, 1 050 décideurs et 214 acteurs du secteur privé.

Concernant la méthode qualitative, 848 focus groups ont été réalisés auprès des organisations socio-professionnelles, ainsi que des organisations de femmes et de jeunes. De plus, six consultations ont été réalisées avec des jeunes des conseils locaux et communaux, des associations féminines et leaders et des jeunes ruraux. Au total 300 jeunes ont participé à ces ateliers, dont 50 % femmes et 50 % hommes.



PROFIL DES JEUNES CIBLÉS PAR L'ÉTUDE

Les jeunes ciblés par l'étude vivent en majorité en milieu rural (91%). Ils ont un niveau d'éducation fondamental et secondaire pour la plupart même si quelques-uns sont du niveau supérieur. En général, ils sont membres d'une association (60%), essentiellement à caractère social. Les jeunes hommes sont plus représentés dans les associations et organisations que les jeunes femmes. En outre, les jeunes de 25-35 ans sont beaucoup plus nombreux à participer aux associations et organisations que ceux des 15-24 ans. Le principal motif d'appartenance aux associations ou organisations est la volonté de participation citoyenne, évoquée par 50 % des jeunes dont 56 % dans la région de Ségou et 44 % à Sikasso.

République du Mali



- 1,25 million km²;
- 20 millions d'habitants ;
- population rurale à 80 %;
- croissance démographique > 3 % par an ;
- 32 % jeunes 15-35 ans.



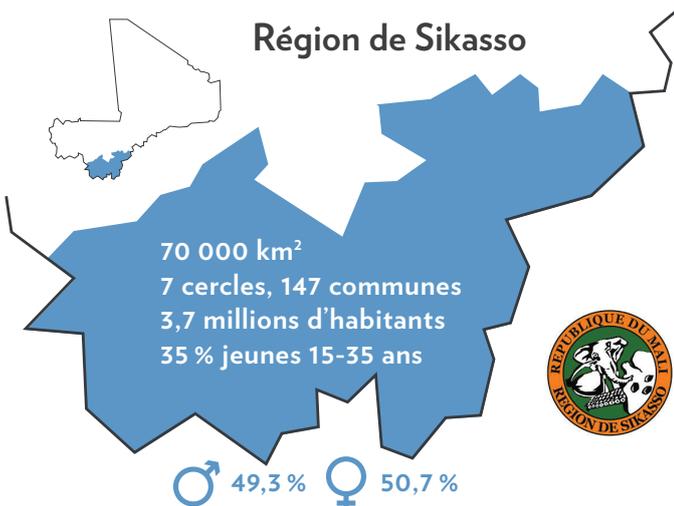
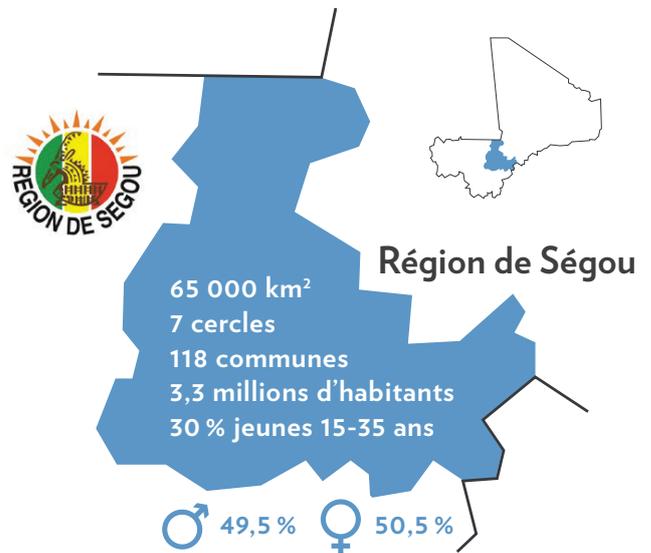
APERÇU DES POLITIQUES ET STRATÉGIES JEUNESSE AU MALI

Le Mali dispose de politiques et stratégies publiques qui touchent à la jeunesse parmi lesquelles on trouve notamment la Politique nationale de la citoyenneté et du civisme, la Politique nationale de l'emploi, le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable, la Politique nationale de formation professionnelle, le Programme décennal de la formation professionnelle pour l'emploi, 2012-2021), la Loi d'orientation agricole et la Politique de développement agricole, etc*.

De plus, l'actualisation de la Politique nationale de la jeunesse est en cours et il existe des dispositifs de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes. Toutefois, malgré ces dispositifs, des insuffisances et des incohérences sont constatées comme la divergence entre les textes de la CEDEAO et plusieurs stratégies et politiques en matière de limite d'âge, la faiblesse des mécanismes de suivi et d'évaluation des politiques publiques en matière de jeunesse, etc.

* Liste non exhaustive

PROFIL SOMMAIRE DES ZONES D'ÉTUDE



Qu'avons-nous appris ?

Sur les activités* et les aspirations des jeunes

L'étude montre que plus de 36 % jeunes travaillent dans le secteur de l'agriculture dont 42 % des jeunes de Sikasso et 30 % de ceux de Ségou. Le secteur du commerce occupe près de 15 % d'entre eux dont 13 % dans la région de Sikasso et plus de 16 % dans celle de Ségou. Les jeunes femmes et la tranche d'âge des 15-24 ans sont plus actifs dans le commerce. Par contre, les jeunes hommes sont plus actifs dans les métiers de l'artisanat. Il convient de noter que près de 20 % des jeunes de Sikasso et 18 % de ceux de Ségou sont des élèves ou étudiants. Selon les catégories d'âges, les jeunes de 15-24 ans sont majoritairement des élèves/étudiants, avec 38 % des jeunes femmes de 15-24 ans et 27 % des jeunes hommes de la même tranche d'âge.

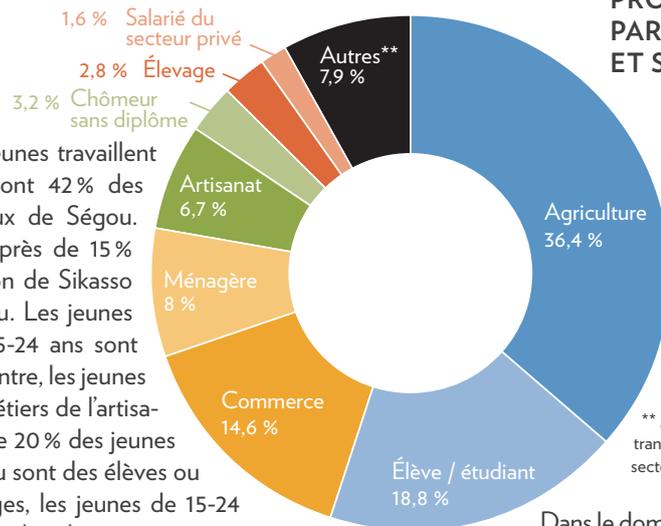


Dans le secteur agricole, les jeunes occupent à 87 % le maillon de la production et sont très peu présents dans celui de la transformation. La proportion de jeunes exerçant dans la production agricole est plus élevée à Sikasso (90 %) qu'à Ségou (81 %). Dans le cercle de Sikasso, l'agriculture est l'activité prédominante des jeunes dans les zones de production de coton et de céréales où 50 % d'entre eux pratiquent l'agriculture comme activité principale. Comparativement à Sikasso, la proportion de jeunes pratiquant l'agriculture à Ségou est relativement moins importante.

Selon les jeunes interviewés lors de focus group, la disponibilité de terres cultivables et d'eau les orientent davantage vers le secteur agricole. De plus, 44 % d'entre eux pensent que l'agriculture est un secteur qui regorge de potentialités et est rentable pour subvenir à leurs besoins. Cette perception des jeunes peut toutefois être interprétée dans un double sens et nuancée car d'une part, l'agriculture constitue quasiment la seule opportunité économique pour les jeunes en milieu rural, et d'autre part, bien que n'étant pas attrayante pour eux en raison notamment de la pénibilité des travaux, elle constitue une réelle potentialité économique comme sources de revenus et d'emplois. Concernant la rentabilité des activités dans le secteur agricole, les participants aux focus group ont souligné les obstacles qui la réduisent comme entre autres l'accès difficile au financement, l'insuffisance de matériels et le manque de formation sur les nouvelles technologies.

En matière d'accès au foncier, dans les zones rurales non aménagées, notamment celles où l'on pratique les cultures de céréales sèches et de coton, les terres sont gérées selon les règles coutumières. C'est ainsi que les jeunes accèdent à la terre appartenant à la famille ou elle leur est octroyée par le propriétaire de la terre, en général le chef de village. En outre, la majorité des jeunes exploite plus de 2 hectares mais environ 45 % des jeunes femmes exploitent un hectare ou moins, contre un peu plus de 10 % pour les jeunes hommes.

* Activités professionnelles actives et non actives (scolarité, étude, chômage)



PRINCIPALES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES CITÉS PAR LES JEUNES DE SÉGOU ET SIKASSO



SÉGOU 30 %
SIKASSO 42 %



SÉGOU 16 %
SIKASSO 13 %

** Autres : diplômés chômeurs, pêche, transport, mines et carrières, BTP, salarié secteur public, exploitation forestière

Dans le domaine foncier, les jeunes ont souligné qu'il y a des difficultés d'accès à la terre, en raison notamment du poids des traditions et coutumes, ainsi que des transactions foncières non sécurisées par manque de garantie. Les principaux équipements agricoles utilisés par les jeunes sont la charrue (87 % des jeunes), la houe (77 %), la charrette (63 %) et le semoir (32 %). Par ailleurs, les équipements motorisés comme le tracteur et la décortiqueuse sont utilisés par très peu de jeunes.



Dans le secteur de l'élevage, les jeunes élèvent majoritairement les bovins, aussi bien à Ségou (43 %) qu'à Sikasso (60 %). L'élevage des ovins, des caprins et des porcins est beaucoup plus pratiqué à Ségou. Par contre, les jeunes de Sikasso élèvent plus les volailles (23 % des jeunes). Les jeunes femmes sont plus nombreuses dans l'élevage des ovins que les jeunes hommes. En ce qui concerne l'élevage des volailles, il est pratiqué plus par les jeunes hommes.

Aussi bien à Ségou qu'à Sikasso, la moitié des jeunes pratiquant l'élevage disposent de moins de 10 têtes. L'analyse selon le genre montre que la proportion des jeunes femmes disposant de moins de 10 têtes est largement supérieure à celle des jeunes hommes (68 % contre 45 %). Un autre constat majeur qui ressort des enquêtes est que les jeunes ne disposent que de petits équipements d'élevage et qu'ils pratiquent donc un élevage avec un faible niveau d'investissement.

Les principaux problèmes soulevés dans le secteur de l'élevage sont l'insuffisance d'encadrement technique, les difficultés d'accès au financement, le prix d'achat au producteur non rémunérateur, le faible niveau de compétences dans la transformation des produits de l'élevage, le difficile accès à l'aliment bétail (disponibilité, accessibilité financière) et le faible potentiel génétique des races locales.

« L'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie sont des secteurs rentables dans la commune pour subvenir à nos besoins alimentaires dans l'année. Ce sont aussi les activités les plus exercées dans la commune, car ce sont aussi des activités les plus bénéfiques. »

Focus groupe association des jeunes de Boidié (Région de Ségou)



Le commerce de produits divers est le principal type de commerce pratiqué par 49 % des jeunes, dont 52 % à Sikasso et 46 % à Ségou. Le commerce des céréales et de poisson est pratiqué par une proportion de jeunes relativement plus importante à Ségou qu'à

Sikasso. L'analyse selon le genre montre que le commerce des produits divers est davantage pratiqué aussi bien par les jeunes femmes que par les jeunes hommes, toutes catégories d'âge confondues. Les jeunes femmes sont plus actives que les jeunes hommes dans le commerce de céréales et de poisson. Les jeunes hommes sont quant à eux beaucoup plus actifs dans le commerce du bétail, des intrants agricoles et des pièces détachées. À noter que le commerce de carburant est exclusivement exercé par les jeunes hommes.

Les principaux problèmes du secteur du commerce soulevés par les jeunes sont les difficiles conditions d'accès au financement, le manque de compétences en gestion d'entreprise, le faible niveau d'encadrement, la concurrence des produits importés et le coût élevé des impôts et taxes.



Dans le secteur de l'artisanat, la couture et la coiffure sont les métiers d'artisanat les plus pratiqués par les jeunes. La coiffure est pratiquée par 47 % des jeunes femmes et seulement 8 % des jeunes hommes. En ce qui concerne la couture, elle est également plus

pratiquée par les jeunes femmes que les jeunes hommes, avec respectivement 31 % et 22 %. La poterie et la fabrication de savon sont exclusivement pratiquées par les jeunes femmes, tandis que la mécanique moto/vélo, la forge, la réparation de téléphone, la mécanique auto, l'électricité et la menuiserie sont des métiers pratiqués par les jeunes hommes seulement.

Les principales potentialités du secteur identifiées par les jeunes sont l'existence de centres de formation professionnelle et d'ateliers d'apprentissage de métiers manuels, la disponibilité de matières premières et l'existence de marché. En revanche, les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans la pratique de l'artisanat sont liés à la qualité des matières premières, au manque de compétences techniques des artisans, au manque d'adéquation des formations aux besoins du marché, au manque de financement et au manque d'équipements et matériels.



La pêche est pratiquée par seulement 1 % des jeunes enquêtés, essentiellement au niveau des fleuves. Pour les jeunes qui pratiquent la pêche, 79 % le font dans le fleuve, avec 93 % à Sikasso et 71 % à Ségou. Dans la région de Ségou, 29 % des jeunes pratiquent la pêche

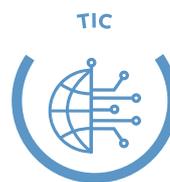
dans les mares ou marigots contre seulement 7 % à Sikasso.

Les jeunes femmes pratiquent la pêche exclusivement dans les fleuves (100 %). En ce qui concerne les jeunes hommes, 78 % pratiquent la pêche dans le fleuve et 22 % dans les mares ou les marigots. La proportion des jeunes de 15-24 ans pratiquant la pêche dans les fleuves est légèrement supérieure à celle des 25-35 ans, avec respectivement 82 % et 77 %.

Les filets sont les matériels de pêche les plus utilisés par les jeunes, pour 92 % à Ségou et 80 % à Sikasso. En plus des

filets, 71 % des jeunes utilisent des pirogues à Ségou et 20 % à Sikasso? Les autres équipements utilisés par les jeunes, notamment dans la région de Ségou, sont les éperviers (38 % des jeunes à Ségou et 7 % de ceux de Sikasso) et les nasses (33 % des jeunes de Ségou).

Dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC), le taux d'accès aux médias en ligne est plus élevé chez les jeunes hommes (90 %) que chez les jeunes femmes (81 %). Selon les catégories d'âges, le taux d'accès aux médias est identique pour les jeunes de 15-24 ans et de 25-35 ans (85 %).



Les principales utilisations faites des médias en ligne par les jeunes sont le divertissement pour 82 % d'entre eux, la formation et l'information pour 80 %, l'information ou la sensibilisation des autres pour 76 %, la mobilisation sociale, pour 70 % et l'influence des décisions pour 60 %. Cette tendance d'utilisation des médias en ligne est identique pour toutes les catégories de jeunes, quel que soit l'âge ou le sexe.

Même si les TIC gagnent de plus en plus de terrain avec une forte pénétration des smartphones et des réseaux sociaux, le secteur reste encore très peu présent dans les activités économiques des jeunes.

Sur les activités génératrices de revenus des jeunes

Le commerce apparaît comme la principale source de revenus complémentaires des jeunes, pour 34 % d'entre eux (aussi bien à Sikasso qu'à Ségou). Cette source est plus importante pour les jeunes femmes (avec environ 50 %) que pour les jeunes hommes (avec un peu plus de 20 %).

Les trois autres principales sources de revenus complémentaires des jeunes sont l'agriculture pour 18 % d'entre eux dont 20 % à Sikasso et 17 % à Ségou, les petits métiers pour 14 % des jeunes dont 17 % à Sikasso et 12 % à Ségou ainsi que l'élevage pour 13 % des jeunes, dont 10 % à Sikasso et 15 % à Ségou.

Ces sources de revenus complémentaires sont plus fréquentes chez les jeunes hommes par rapport aux jeunes femmes. Selon les tranches d'âges, la proportion des jeunes de 15-24 ans ayant le commerce et les petits métiers comme sources de revenus complémentaires est supérieure à celle des 25-35 ans. Par contre, ces derniers ont beaucoup plus l'agriculture et l'élevage comme source de revenus complémentaires. À noter que les sources complémentaires de revenus dépendent statistiquement et de façon significative du sexe et de la tranche d'âge des jeunes.

Aussi bien pour la région de Sikasso que pour celle de Ségou, les revenus tirés des activités économiques des jeunes sont destinés principalement à « eux-mêmes et leur petite famille » pour 28 %, à « eux-mêmes » pour 24 % et à « la famille élargie » pour 23 %. Pour les jeunes exerçant dans le domaine agricole, 46 % affirment que leur revenu est destiné en priorité à la famille élargie. En fonction du genre, la majorité des jeunes hommes, le revenu est destiné à « la famille élargie », contrairement aux jeunes femmes, où le revenu est destiné soit à « elles-mêmes », soit à « elles-mêmes et leur petite famille ». Par ailleurs, la proportion de jeunes de 25-35 ans dont le niveau revenu est destiné à « eux-mêmes et leur petite

famille » dépasse de loin celle des 15-24 ans, avec respectivement environ 40% et moins de 20%. En plus, le nombre de jeunes n'ayant pas de revenu est plus élevé chez les 15-24 ans.

Dans l'ensemble, environ 36% des jeunes ont un fonds de départ inférieur à 50 000 FCFA que ce soit à Ségou ou à Sikasso. En outre, 17% des jeunes, dont 19% à Sikasso et 14% à Ségou, ont un fonds de départ compris entre 50 000 et 100 000 FCFA. À noter que plus de 50% des jeunes ont des fonds de départ inférieur ou égal à 100 000 FCFA quelle que soit le sexe et la catégorie d'âge des jeunes.

Sur les problèmes rencontrés par les jeunes dans l'exercice de leurs activités économiques

L'accès au matériel de travail est la principale difficulté pour 67% des jeunes. Ce chiffre atteint 87% pour les jeunes évoluant dans l'agriculture. Le second problème, étroitement lié au premier, signalé par 64% des jeunes est inhérent au financement. Quant à l'accès à la terre, il est une difficulté majeure pour 22% des jeunes évoluant dans le domaine de l'agriculture, jeunes femmes et jeunes hommes à proportions semblables.

Les difficultés d'accès au financement et au matériel sont évoquées par les décideurs comme les deux principaux problèmes rencontrés par les jeunes dans leurs activités économiques. Le problème de formation est également mentionné par plus de la moitié des décideurs. Au niveau de Ségou, les problèmes de commercialisation et d'accès à la terre sont aussi cités par respectivement 43% et 39% des décideurs. L'accès aux infrastructures et équipements ainsi que la formation professionnelle sont les deux principales améliorations proposées, respectivement par 68% et 53% des enquêtés, pour créer des opportunités d'emploi et maintenir les jeunes sur place.

« Les jeunes ont des idées, mais manquent d'argent pour réaliser leurs projets. Il y a des problèmes de formation et d'équipements ou matériels. Les jeunes font aussi face à un problème de financement de leurs activités »

Focus group des jeunes de Konseguela (Région de Sikasso)

L'accès aux infrastructures et équipements est proposé par un plus grand nombre de jeunes à Sikasso qu'à Ségou, avec respectivement 72% et 63%. En plus, les jeunes ont proposé l'accès aux technologies innovantes de production et de transformation (pour 36%) et à l'énergie solaire (pour 31%) pour favoriser les opportunités d'emplois et maintenir les jeunes sur place. L'accès aux NTIC est également proposé, notamment à Sikasso (par 22% de jeunes), pour la création d'opportunités d'emploi et le maintien des jeunes sur place. Les améliorations proposées par les jeunes hommes sont quasiment identiques à celles des jeunes femmes. Il en est de même pour les catégories d'âges 15-24 ans et 25-35 ans.

Sur les potentialités économiques et les secteurs pourvoyeurs d'emplois

Pour 78% des jeunes, la disponibilité des terres cultivables est la plus importante des potentialités économiques de leur localité, quel que soit le milieu de résidence, l'âge ou le sexe du jeune. Au deuxième rang des potentialités locales, 38% des jeunes ont signalé la disponibilité de ressources en eau. Quant au secteur des mines, elle est logiquement une potentialité pour une plus grande proportion de jeunes à Sikasso (12%) qu'à Ségou (0,3%).



« Il y a la disponibilité des terres, des ressources en eau et des pâturages. Elles constituent les principales potentialités de notre localité »

Focus group des jeunes de Konina (Région de Sikasso)

Parmi les secteurs cités comme pourvoyeurs d'emploi pour les jeunes, l'agriculture et l'élevage (y compris l'aviculture) arrivent en tête. Ces deux domaines d'activités sont cités respectivement par plus de 70% des jeunes. Les métiers de l'artisanat comme la mécanique, la menuiserie bois et métallique sont également considérés comme pourvoyeurs d'emplois pour les jeunes. En outre, à Sikasso, 17% des jeunes considèrent le transport comme secteur pourvoyeur d'emplois et 16% citent le domaine du Bâtiment et Travaux Publics. Davantage de jeunes femmes trouvent le commerce comme pourvoyeur d'emplois.

Sur les perspectives des jeunes en matière de potentialités économiques et lieux d'activités

En termes de perspectives d'activités économiques des jeunes près de 35% d'entre eux affirment qu'ils souhaiteraient travailler dans les trois prochaines années dans le secteur agricole (38% des jeunes à Sikasso et 30% des jeunes de Ségou). Il ressort donc que, malgré la typologie rurale des jeunes enquêtés (91% de ruraux), ils sont moins attirés par l'agriculture en termes de perspectives d'avenir, étant donné que seulement un tiers d'entre eux aspire à travailler dans ce secteur. Toutefois, l'agriculture reste la principale alternative pour les jeunes, qui voient très peu d'opportunités dans d'autres secteurs.

Après la production agricole, le commerce est le secteur d'activités qui intéresse le plus les jeunes avec 19% qui aimeraient y exercer dans les trois prochaines années (21% à Ségou et 19% à Sikasso).

Le secteur public est le troisième domaine d'activités dans lequel les jeunes aspirent travailler aussi bien à Ségou qu'à Sikasso.

Enfin, environ 8% des jeunes ont affirmé qu'ils aspirent avoir un emploi dans le secteur de l'artisanat.

La plupart des jeunes ont affirmé avoir une préférence pour le milieu rural. Près de 62% des jeunes, dont 63% à Ségou et 60% à Sikasso ont déclaré qu'ils aimeraient travailler en milieu rural. Toutefois, on assiste à une forte tendance à l'urbanisation, avec 30% des jeunes qui préféreraient travailler en milieu urbain.

Comportements positifs des Leaders (jeunes)		5 Comportements négatifs Leaders (jeunes)	
Causes	Avantages	Proportion de mise à l'échelle	Comportement négatif
Intérêts	La paix	Courage	Défense Intérêt Personnel
Éducation	Reussite	Sensibilisation des jeunes	Manque de redevabilité
Cohésion sociale	Développement	E communication	Manque de transparence
Un Avoir Gain	La Reussite	Création des Projets	la gestion clanique des affaires
Équité	Travail bien fait	Formation des Jeunes	manque maîtrise en soi même

Sur la participation des jeunes aux prises de décision

La plupart des jeunes pensent que lorsque les jeunes sont davantage impliqués dans la gestion des affaires publiques, ils contribuent plus au développement de la localité avec un meilleur engagement.

« La participation des jeunes contribue à la construction d'une société meilleure. Elle accélère le processus de développement de la commune par le renforcement de l'économie dans la commune et le développement des localités. Les jeunes apprendront au fur et à mesure et éviteront de faire les mêmes erreurs que les aînés »

Jeune femme de Fani (Région de Ségo)

Sur la perception de la jeunesse par les jeunes

Les jeunes ont une perception critique sur les comportements et attitudes de la jeunesse actuelle. Pour les comportements négatifs, la recherche de l'intérêt personnel, la cupidité, le manque d'expérience, la partialité, le manque de repère, la mauvaise fréquentation, l'effritement de l'éducation dans les familles, l'abandon des us et coutumes, la dépravation des mœurs et la faiblesse du système éducatif sont les principales causes citées. Le développement des localités, l'ambition politique, la solidarité entre les jeunes, la confiance au sein du groupe, l'occupation des postes de responsabilité, être indépendant, la promotion de la jeunesse sont les principaux comportements positifs relevés. A l'analyse des causes citées par les jeunes, force est de constater qu'ils ne font aucune référence sur l'influence des médias et des technologies de l'information et de la communication qui sont les plus citées par les plus âgés comme des facteurs déterminants les comportements des jeunes. Ceci suscite des interrogations sur la perception de l'influence des médias et des TIC sur les comportements de la jeunesse.

Les jeunes trouvent qu'ils ont le droit (la légitimité), l'information et la compétence pour participer à la prise des décisions sur la vie démocratique et à la construction d'une société meilleure. Ils pensent, cependant, qu'ils n'ont pas les moyens et le soutien nécessaire pour participer aux décisions. La plupart des jeunes femmes ont la perception qu'elles ont très peu d'influence sur la gestion des entreprises, y comprises celles qu'elles dirigent.

En grande partie, les jeunes perçoivent leur collaboration avec les adultes comme étant basée sur une prise de décision partagée (pour 35 %) et le partage d'information (pour 40 %). Toutefois, l'analyse des discours des focus group fait ressortir que le rapport de collaboration entre jeunes et aînés est de type paternaliste et gérontocratique.

« Les jeunes participent à la prise des décisions mais passivement et sans influence. Cela se manifeste par le découragement des jeunes de s'engager dans la construction d'une société meilleure »

Participante du Focus Group de Konobougou (Région de Ségo)





Sur l'autonomisation des jeunes

La majorité des jeunes trouvent que la prise de décisions leur revient concernant le choix du type d'emploi, de la filière de formation, la migration et la santé reproductive. Par contre, en ce qui concerne le choix du mariage et du logement, les décisions reviennent généralement à la famille. Le niveau d'autonomie des jeunes hommes est plus élevé que celui des jeunes femmes en matière de décisions. Les jeunes et les décideurs considèrent la stabilité financière et la compétence comme les facteurs les plus importants à l'autonomisation des jeunes. Les autres facteurs d'autonomisation évoqués par les jeunes sont le niveau d'éducation des jeunes pour 41,5 % des jeunes, le changement de mentalité dans la communauté pour 38 % et la détention d'une concession (habitat) par les jeunes pour 19 %. A l'instar des jeunes, les décideurs considèrent la stabilité financière et la compétence comme les plus importants facteurs à l'autonomisation des jeunes.

Sur l'emploi des jeunes

Les jeunes occupent des emplois peu qualifiés dans 83 % des entreprises dont 80,5 % à Sikasso et 86 % à Ségou. Dans 23 % des entreprises, les jeunes occupent des postes de décision. En matière d'adéquation formation-emploi, seulement 39 % des entrepreneurs affirment que les emplois occupés par les jeunes au sein de leurs entreprises sont en lien avec leur formation. Les postes de manœuvre et d'agent commercial ou vendeur sont les deux principaux postes qui ont la préférence des employeurs à Ségou. En plus de ces deux types d'emplois, la préférence des entreprises de Sikasso porte également sur des postes de gardien et d'ouvrier qualifié (maçon, électricien, plombier, menuisier, ébéniste/artisan d'articles en bois, mécanicien/garagiste ou soudeur).

En matière de revenu, la moitié des jeunes employés dans les entreprises ont un revenu moyen mensuel inférieur au Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) en vigueur au Mali (40 000 FCFA/mois).

Les trois principales recommandations formulées par les acteurs du secteur privé en vue d'assurer une meilleure employabilité des jeunes sont, par ordre d'importance,

l'amélioration de la formation professionnelle pour 85 % des entrepreneurs, l'accès des jeunes à l'information et à la technologie pour 66 % et l'accès des jeunes aux services financiers pour 61 %.

Sur la cohésion sociale et la sécurité

Les jeunes collaborent beaucoup avec d'autres acteurs dans les domaines du sport, de la santé, de l'éducation, de l'hygiène et de l'assainissement, de la pêche collective et du mariage. Les relations de collaboration concourent au maintien de la cohésion sociale et des liens sociaux, à la consolidation de la paix, à la solidarité et à l'entraide dans la communauté ainsi qu'à assurer l'amélioration de la santé, de l'éducation et de l'environnement dans les villages.

Par contre, les jeunes entretiennent généralement des relations conflictuelles avec les autres acteurs sur les sujets ayant trait à l'exploitation des mines et des terres agricoles, à l'accès et à la gestion des ressources pastorales et aux activités politiques (élections). Les causes de ces relations conflictuelles ont trait au non-respect des règles établies, à la corruption, à la cupidité, au conflit de leadership, au manque de transparence et de communication, au refus d'application des textes, à la non implication des jeunes dans les prises de décision et de gestion.

Selon les jeunes, les principales causes de l'insécurité sont le chômage ou le manque d'emploi des jeunes, la pauvreté ou le manque d'opportunités économiques ainsi que l'absence des forces armées et de sécurité.

Du point de vue de la jeunesse, l'insécurité a pour conséquence, notamment sur les jeunes, les vols ou pertes de biens, les pertes d'emploi ou de revenus et la migration ou l'exode rural. La sensibilisation est le principal rôle que les jeunes pourraient jouer selon la perception de 80 % des enquêtés. Les décideurs ont également la même perception que les jeunes sur les rôles que ces derniers peuvent jouer dans la résolution de la crise sécuritaire.

Sur le changement climatique

Selon les jeunes interrogés, la sécheresse et les inondations sont les principaux effets néfastes du changement climatique. Il ressort des entretiens avec les jeunes et d'autres parties prenantes que la sécheresse, les inondations et les conditions météorologiques défavorables affectent négativement la production agricole, conduisant à une insuffisance des stocks alimentaires des ménages pour couvrir leurs besoins. Pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques, les jeunes ont adopté plusieurs types de stratégies au cours des trois dernières années.

Parmi les stratégies positives figurent l'adoption des techniques de lutte anti-érosive par 25 % des jeunes et l'utilisation de fertilisants organiques par 18 % d'entre eux. A l'inverse, certains jeunes ont aussi adopté des stratégies néfastes, comme la vente des moyens de production, notamment de biens productifs (25 % des jeunes) et de bétail (pour 25 %). La migration a été également adoptée par un jeune sur cinq. Plus de la moitié des jeunes, soit 54 % ayant adopté des stratégies d'adaptation, ont trouvé que ces stratégies étaient efficaces pour leur permettre d'être plus résilients au changement climatique.

Sur le genre et l'inclusion

Dans le domaine de l'agriculture, constituant l'activité principale d'un peu moins de 30 % des jeunes femmes, ces dernières interviennent majoritairement (84 %) dans le maillon de la production, alors que les autres maillons (commercialisation et transformation) pourraient constituer des créneaux porteurs pour elles. Toutefois, elles font face à de multiples contraintes dans les différents maillons. Il y a une disparité dans l'accès et dans le contrôle des ressources et des revenus, un faible accès à la formation, aux facteurs de production

(terres, équipements, intrants et crédit) et à l'information sur les opportunités et technologies offertes, notamment l'utilisation des énergies renouvelables pour la valorisation et la transformation des produits issus de la production agricole. En matière de participation et d'autonomisation, les jeunes femmes ont très peu d'influence sur les décisions des organisations ou structures dans lesquelles elles se trouvent, y comprises les entreprises qu'elles dirigent. Ce faible niveau d'influence des jeunes femmes est surtout dû à un manque de confiance en soi, qui est le plus souvent, la conséquence des comportements et pratiques discriminatoires et des relations de pouvoir déséquilibrées entre les sexes au sein des familles et communautés.

En ce qui concerne les personnes en situation de handicap, elles constituent 4 % des jeunes couverts par la présente étude. En termes de participation, près de 70 % d'entre-elles sont membres d'organisations. A l'instar des autres jeunes, les jeunes en situation de handicap trouvent qu'il existe des cadres législatifs et institutionnels qui leur garantissent des droits de participer à la prise de décision dans la vie publique. De plus, 55 % d'entre eux estiment avoir des compétences pour participer aux instances de prises de décision. Toutefois, ils sont moins nombreux à percevoir qu'ils bénéficient d'espace (24 %), de soutien nécessaire (29 %) et d'information (34 %) pour participer à ces instances. L'agriculture constitue l'activité principale de 25 % des jeunes vivant avec un handicap, un chiffre inférieur à la moyenne de jeunes évoluant dans l'agriculture. Par contre, les jeunes en situation de handicap sont beaucoup plus actifs dans le commerce et l'artisanat. Pour ce qui est de l'accès au foncier, la proportion de cette catégorie de jeunes qui affirment être propriétaires de la parcelle exploitée est de très loin inférieure à celle des jeunes qui n'ont pas de handicap.





Quelles sont les principales conclusions et recommandations ?

L'étude visait à donner la parole aux jeunes hommes et jeunes femmes sur les questions d'insertion, d'emplois, de potentialités économiques, de participation, d'autonomisation des jeunes hommes et jeunes femmes. De plus, les perceptions sur les relations des jeunes avec les autres acteurs et les défis de la crise sécuritaire ont été analysées.

La jeunesse est fortement rurale mais avec une propension de vivre en milieu urbain

Une très grande majorité des jeunes enquêtés aussi bien à Sikasso qu'à Ségou, vivent en milieu rural (91%).

Malgré ce profil rural, il y a une forte tendance à l'urbanisation observée chez les jeunes, dont 30 %, soit près du tiers préfère travailler en milieu urbain. Cette tendance à vivre en milieu urbain, s'observe beaucoup chez les jeunes de 15-24 ans et se justifie par le fait que ces jeunes sont, pour la plupart des élèves et étudiants qui souhaitent poursuivre leurs études dans les grandes villes, avec une perspective de s'y installer dans leur vie professionnelle future. D'autre part, le milieu rural offre très peu de perspectives aux jeunes, en dehors de l'agriculture qui est pratiquée généralement dans le cadre familial et dont la rentabilité souffre de plusieurs contraintes liées au manque d'équipements et aux effets néfastes des changements climatiques. Cela rend le secteur agricole moins attractif pour les jeunes, d'où leur propension à migrer en milieu urbain en vue d'exercer d'autres activités

Les jeunes ont accès à la terre agricole mais avec un faible contrôle sur le foncier

Les jeunes pratiquant l'agriculture sont essentiellement des petits exploitants, utilisant des parcelles d'une superficie moyenne de 2 hectares. Un grand nombre de jeunes pra-

tiquant l'agriculture a accès à la terre en usufruit. Toutefois, cet accès reste moins sécurisé du fait du mode de gestion traditionnelle des terres qui confère plus de pouvoir aux aînés (chef de ménage ou chef de la communauté) dans leur contrôle. Ce mode d'acquisition des terres est caractérisé par une absence de titre de propriété individuelle pour les terres qui continuent d'être une propriété familiale ou communautaire et dont les décisions d'usage reviennent aux aînés. Dans ce contexte, les jeunes peuvent disposer de terres, mais leur contrôle sur ces terres est très faible.

La production agricole, aspiration professionnelle par défaut d'une frange importante de jeunes ruraux

L'environnement rural dans lequel les jeunes évoluent leur offre peu d'opportunités d'acquérir d'autres savoir-faire en dehors de l'agriculture, ce qui les oblige à s'orienter vers ce secteur comme principale activité. L'agriculture, bien que n'étant pas attrayante pour les jeunes en raison de la pénibilité des travaux, constitue une réelle potentialité économique comme source de revenu et d'emploi pour les jeunes.

Après la production agricole, le commerce est le secteur d'activité qui intéresse le plus les jeunes, dont 19 % aimeraient exercer dans les trois prochaines années, avec 21 % à Ségou et 19 % à Sikasso.

Le secteur public est le troisième domaine d'activité dans lequel les jeunes aspirent à travailler, que ce soit à Ségou ou à Sikasso. En plus de ces trois secteurs d'activités, environ 8 % des jeunes ont affirmé qu'ils aspirent avoir un emploi dans l'artisanat.

La formation, l'aménagement, les innovations techniques et technologiques et l'accès au financement, peuvent rendre le secteur agricole plus attractif pour les jeunes

L'accès aux infrastructures et équipements, à la formation professionnelle et aux technologies innovantes de production et de transformation sont les principales améliorations proposées par les jeunes pour créer des opportunités d'emploi et maintenir les jeunes sur place.

Les investissements dans ces domaines pourraient permettre de rendre le secteur agricole plus attractif, offrant la possibilité aux jeunes de s'orienter vers des maillons autres que celui de la production agricole. D'une part, cela pourrait permettre d'améliorer la productivité du secteur, mais aussi de faciliter la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux, à travers des équipements modernes utilisant les énergies nouvelles comme le solaire. D'autre part, cela faciliterait la commercialisation de la production, à travers un accès plus grand aux marchés, grâce aux infrastructures de désenclavement et à l'accès amélioré à l'information.

Une jeunesse sous-représentée dans les instances de prise de décisions

Il apparaît que dans de nombreuses localités, les jeunes sont encore sous-représentés dans les instances de prise de décisions, notamment au niveau politique. Ces obstacles à une participation active des jeunes sont liés entre autres, à des relations de pouvoir dominées par la gérontocratie, qui accorde plus de rôles aux aînés dans la société et place les jeunes dans une situation de soumission face aux aînés. Dans une telle relation, les jeunes jouent principalement un rôle d'exécutant des décisions prises et dictées par les plus âgés.

Une jeunesse dans le besoin d'autonomisation pour plus de participation aux prises de décisions

Même si les jeunes sont autonomes dans la prise de décisions sur les aspects de leur vie socioprofessionnelle, leurs décisions restent influencées en grande partie par les plus âgés, notamment en ce qui concerne le mariage et le choix du logement. Cela est lié au fait qu'en milieu rural, la vie en famille, au sein d'une même unité de résidence, continue de dominer, même après le mariage des enfants. Ceci explique l'influence des parents sur le choix des conjoints de leurs enfants pour des questions de stabilité sociale. En outre, une grande majorité des communautés continue de considérer les jeunes comme des individus dépendants et en besoin d'assistance, d'où la forte interférence des plus âgés dans les décisions des jeunes.



La faible autonomie dans l'influence des décisions, davantage accentuée chez les jeunes femmes, est due surtout à un manque de confiance en soi, qui est le plus souvent, la conséquence des comportements et pratiques discriminatoires ainsi que des relations de pouvoir déséquilibrées entre les sexes au sein des familles et communautés.

Enfin, le faible niveau de contrôle des ressources par les jeunes femmes et les jeunes hommes continue de les maintenir dans une situation d'individus dépendants et en besoin d'assistance. De ce fait, l'autonomisation des jeunes passe par le renforcement de leur autonomie financière et de leurs compétences, à travers la création d'emplois et la formation professionnelle. En plus, concernant les jeunes femmes, il ressort que l'amélioration du niveau d'éducation pourrait renforcer leur capacité intrinsèque à agir contre et dénoncer toutes formes de discrimination, y compris les violences à leur égard.

Des jeunes peu qualifiés et sous-payés dans le secteur informel

En termes d'emplois, la moitié des jeunes employés dans les entreprises ont un revenu moyen mensuel inférieur au SMIG. Selon les acteurs du secteur privé, les principaux obstacles au recrutement des jeunes dans les entreprises sont le manque de qualification, d'expérience et de motivation. Afin d'assurer une meilleure employabilité des jeunes, ces acteurs préconisent l'amélioration de la formation professionnelle, l'accès des jeunes à l'information et à la technologie et l'accès des jeunes aux services financiers.

L'accès et le contrôle des ressources naturelles, facteurs de divergences intergénérationnelles

Sur le plan de la cohésion sociale, les ateliers avec les jeunes ont montré qu'ils coopèrent avec d'autres acteurs dans des domaines sociaux comme le sport, la santé, l'éducation, l'hygiène et l'assainissement, la pêche collective, ainsi que le mariage, en vue de renforcer la cohésion sociale. Toutefois, les jeunes ont aussi des relations conflictuelles sur les sujets ayant trait à l'exploitation minière et des terres agricoles, à l'accès et la gestion des ressources pastorales et aux activités politiques (élections).

Pour éviter ces relations conflictuelles, les mesures préconisées par les jeunes sont entre autres la relecture et l'application des codes domaniaux et miniers, la mise en œuvre de projets d'information et de sensibilisation sur le respect des droits coutumiers, le code du mariage, la citoyenneté, la mise en place de conventions locales en matière de gestion des ressources naturelles, l'implication des jeunes dans les prises de décision et de gestion et le renforcement de l'appui conseil des services techniques et partenaires.



Le chômage et le manque d'opportunités pour les jeunes, facteurs favorisant l'insécurité

Selon la perception des jeunes de Ségou, les trois principales causes de l'insécurité sont le chômage ou le manque d'emplois des jeunes pour 63 %, la pauvreté ou le manque d'opportunités économiques pour 54 % et l'absence des forces armées et de sécurité pour 31 %. Au niveau de Sikasso, ces mêmes causes sont évoquées, avec de moindres proportions pour le chômage des jeunes (54 %) et la pauvreté ou le manque d'opportunités économiques (40 %). Par contre, l'absence des forces armées et de sécurité est citée par une proportion plus importante de jeunes à Ségou qu'à Sikasso.

L'absence de services de l'Etat et les inégalités sont également mentionnées par un tiers des jeunes comme étant des causes de l'insécurité.

Les jeunes et les décideurs proposent également plusieurs solutions pour la résolution de la crise sécuritaire. Il s'agit principalement de la création d'emplois, la création d'opportunités économiques et le dialogue inter et intra-communautaire.

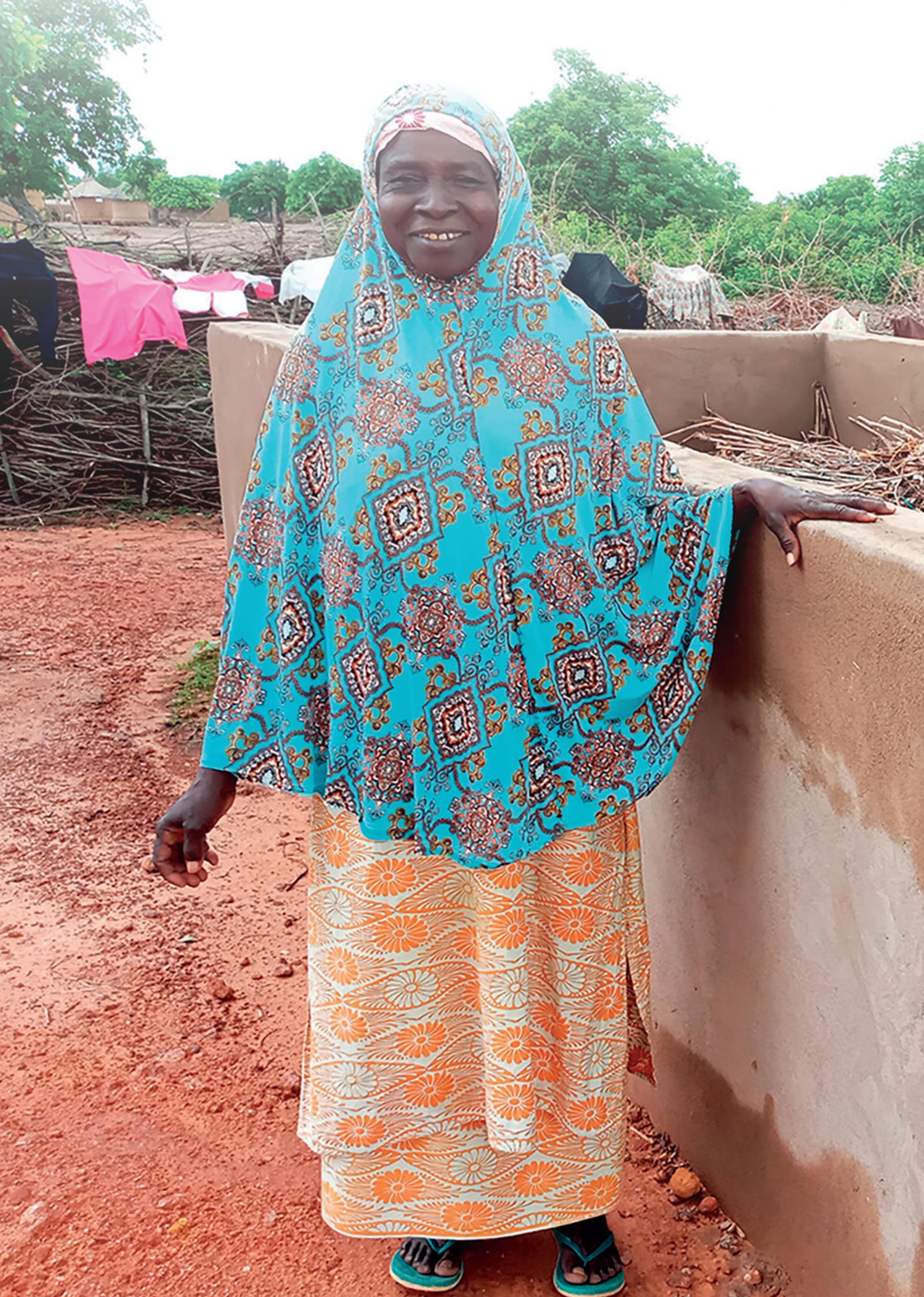
Les jeunes adoptent des stratégies plus ou moins résilientes face au changement climatique

La sécheresse, les inondations et les conditions météorologiques défavorables sont les principaux effets du changement climatique qui affectent durement les populations surtout les plus vulnérables parmi lesquelles les jeunes. Cette situation pousse le plus souvent les jeunes à adopter des stratégies de survie positives notamment l'adoption des techniques de lutte anti-érosive par 25 % des jeunes et l'utilisation de fertilisants organiques par 18 % d'entre eux.

Des stratégies néfastes notamment liées aux moyens d'existence sont également adoptées par les jeunes comme la vente des biens productifs (25 % des jeunes) et du bétail (25 %) pour faire face aux effets des changements climatiques. La migration a été également adoptée par un jeune sur cinq. En conclusion, le principal message à retenir de l'étude est que, malgré les nombreux défis (faible qualification, faible accès aux moyens de production, sous-représentation dans les instances de décision, etc.) auxquels font face aujourd'hui les jeunes, qui constituent la couche la plus importante de la population des régions de Ségou et de Sikasso, ils représentent une force qui pourrait transformer positivement l'économie et devenir les principaux acteurs de changement. Ainsi, pour espérer tirer profit du dividende démographique que ces jeunes peuvent offrir demain, il est impératif d'investir aujourd'hui dans ces jeunes femmes et jeunes hommes.

De ce fait, pour leur épanouissement et leur bien-être socio-économique, il convient de mettre l'accent sur :

- l'orientation et la formation en entrepreneuriat agricole
- le plaidoyer pour l'accès des jeunes aux ressources naturelles, aux équipements et aux mécanismes de financement inclusif
- le renforcement des capacités des jeunes femmes et des jeunes hommes pour leur meilleure implication et leur participation aux prises de décisions les concernant et pour leurs communautés
- la création d'emplois et d'opportunités économiques pour les jeunes





Réalisé par

Bureau régional ICCO COOPERATION
Afrique de l'Ouest
Hamdallaye ACI, 03 BP 250, Bamako, Mali

Tél: +223 20 29 31 13 | +223 72 02 79 42

Email: icco-west-africa@icco-cooperation.org

Web: www.icco-cooperation.org/en/

Ont collaboré

Saada Diallo
Sekou Doumbia
Timothé Kassogué
Diakaria Sanogo
Souleymane Traoré

Juin 2021

